

La lutte contre le racisme au Luxembourg et partout dans le monde doit être intensifiée

déi Lénk soutient les mouvements de contestation aux États-Unis et en Europe et appelle le gouvernement luxembourgeois à s'engager plus contre le racisme.

George Floyd fut assassiné par l'État américain le 25 mai : il mourut après qu'un policier s'agenouilla sur sa gorge pendant 8 minutes et 46 secondes pendant que Floyd l'implorait : „I can't breathe“. Breonna Taylor, une infirmière de 26 ans, fut abattue par la police dans son domicile le 13 mars, par erreur. Eric Garner fut assassiné par l'État américain le 17 juillet 2014 : il mourut après qu'un policier l'étrangla durant des minutes, pendant que Garner l'implorait 11 fois : „I can't breathe“.

Les manifestations de masses aux États-Unis ne dénoncent pas des incidents racistes individuels. Ils dénoncent un racisme structurel qui définit les États-Unis depuis toujours, et ils s'opposent surtout contre la déshumanisation persistante et les meurtres continus d'Afro-Américain.e.s par l'État et des vigilantes auto-proclamés blancs.

Le racisme n'est pas seulement une attitude personnelle, mais un modèle d'affaires dans lequel les humains non-blancs valent moins que les blancs, et un modèle de société dans lequel ces humains sont seulement des moyens pour arriver à une fin. Aux États-Unis, et aussi en Europe.

Aucune population aux États-Unis ne devient plus souvent victime de violence policière gratuite que les Afro-Américain.e.s. Aucune population n'est plus souvent acheminée, moyennant des lois taillées sur elle, vers le système carcéral privatisé où les États-Unis détiennent presque un quart de tous les incarcéré.e.s du monde. La police américaine travaille depuis des décennies avec du matériel militaire. Procuré pour alimenter l'industrie d'armes, légitimé par un péril « noir » qu'il faut absolument maintenir dans les esprits et mettre en scène par des interventions médiatisées afin de pouvoir continuer de tirer profit de la production d'armes et du complexe carcéral-industriel. Nous nous souvenons des véhicules blindés à Ferguson, Missouri, en 2014, après que la police a touché par balle Michael Brown et l'a laissé saigner à mort dans la rue pendant 4 heures. Au plus tard depuis la menace du président Trump d'envoyer l'armée dans les villes contre la volonté des gouverneurs pour « dominer » le peuple, nous nous souvenons aussi des chars dans les rues en flammes de Detroit en 1967 et des émeutes de Los Angeles en 1992. Nous nous souvenons aussi du péril prétendument posé par les réfugié.e.s continuellement invoqué en Europe et au contrôle au faciès pratiqué surtout dans les trains, les gares et les aéroports, où l'identité raciale ou ethnique perçue suffit pour légitimer un contrôle policier. Nous nous souvenons de la militarisation de la Méditerranée où des centaines de personnes meurent chaque année. Nous nous souvenons d'Oury Jalloh et de Laya-Alama Condé, tués par la police en Allemagne. Nous nous souvenons d'Amadou Koumé et d'Adama Traoré en France. Nous nous souvenons des innombrables autres persécuté.e.s et tué.e.s par la police en Europe pour leur « race ».

Aucune population aux États-Unis n'était et n'est plus fortement touchée par le CORONA que les Afro-Américain.e.s. Il en est de même pour la population noire au Royaume-Uni. En

Allemagne, au début de la vague d'infections actuelle, les foyers de réfugié.e.s surpeuplés furent simplement scellés du monde extérieur par la police, pendant que le virus se propageait à l'intérieur, infectant et tuant nombre de personnes. Au Luxembourg, certain.e.s réfugié.e.s ont dû endurer le confinement dans des chambres sans fenêtres dans des containers.

Aucune population aux États-Unis n'est plus exploitée économiquement que les Afro-Américain.e.s. Mais sur les plantages européennes aussi, des migrant.e.s « illégaux »/ « illégales » de l'Afrique sub-saharienne sont exploité.e.s dans des conditions parfois semblables à l'esclavage afin que les aliments restent à bas prix au Luxembourg et ailleurs. Les forces de l'État, par exemple en Italie, ne ferment pas seulement volontairement les yeux sur ces conditions, mais aident à déporter des travailleurs osant réclamer leurs droits. L'étude européenne « Being Black in Europe » publiée en 2018, et les événements suivants sur « Being Black in Luxembourg » ont montré il n'y a que peu de temps qu'aussi au Luxembourg le racisme, surtout contre les noirs, n'est pas seulement présent dans les esprits, mais a des racines profondes dans les conditions sociales. Dans notre pays aussi, la discrimination et l'exploitation sur le marché du travail blessent.

L'assassinat filmé de George Floyd donne preuve une nouvelle fois que le racisme continue de tuer. Mais la mobilisation pour demander justice pour George Floyd et les autres victimes de la violence policière démontre aussi que ce racisme n'est plus toléré. L'appel « Black Lives Matter ! » nous rappelle de lutter aussi en Europe et au Luxembourg contre l'exploitation structurelle des personnes non-blanches, et surtout noires. déi Lénk est solidaire avec les mouvements de contestation aux

États-Unis. déi Lénk soutient aussi les mouvements d'Afro-Descendant.e.s au Luxembourg et lutte contre le racisme et le fascisme en toute forme, partout, à tout moment. De ce fait, déi Lénk appelle le gouvernement luxembourgeois à s'engager au monde et sur place contre toute forme de discrimination et surtout contre le racisme structurel. Nos prochain.e.s ne doivent plus être réduit.e.s à des objets ou commodités, à des main d'œuvres exploitées et invisibles, à des alibis pour l'acquisition de matériel policier et de surveillance.

déi Lénk revendique notamment que:

- Le gouvernement et le parlement dénoncent de manière directe et par le moyen de l'Union Européenne les États-Unis pour leur racisme structurel, et qu'ils interviennent sans conditions pour la protection des manifestant.e.s
- Le gouvernement et le parlement doivent prendre des positions claires et fortes contre la militarisation de la Méditerranée et s'engager pour un renforcement des structures humanitaires aux frontières extérieures de l'Europe
- Le gouvernement et le parlement doivent créer des mesures de contrôle et de pénalisation effectives pour assurer la protection des minorités. Le commerce avec des commodités produites, en Europe ou ailleurs, sous des conditions dédaigneuses de la dignité et des droits humains doit être interdit et les États qui soutiennent ou facilitent un tel commerce rendus responsables devant

la justice européenne

- Le gouvernement et le parlement doivent intervenir contre la discrimination dans le système éducatif, qui, sur base de stéréotypes racistes, oriente les personnes non-blanches prioritairement vers des formations professionnelles avec des perspectives de revenue réduit, et créer activement des mesures pour assurer plus de diversité et d'intégration dans toutes les formes d'éducation et à tous les niveaux
- Le gouvernement et le parlement doivent créer des mesures de contrôle et de pénalisation effectives contre la discrimination sur le marché du logement, où les réfugié.e.s et personnes non-blanches continuent d'être désavantagés sur base de leur origine ou identité
- Le gouvernement et le parlement doivent garantir que le contrôle au faciès n'est pas exercé au Luxembourg
- Le gouvernement et le parlement doivent enfin donner au Centre pour l'égalité du traitement un réel pouvoir, entre autres en augmentant son budget, en rendant la coopération active dans les enquêtes du CET obligatoire sous menace de pénalisation et en accordant au CET le droit de porter devant la justice des cas de discrimination

Le racisme n'est pas simplement une opinion, mais surtout un système d'exploitation et de marginalisation motivé

économiquement. L'éducation et les explications sont des instruments centraux mais insuffisants dans la lutte contre le racisme. C'est pourquoi cette lutte – aux États-Unis, en Europe, au Luxembourg – doit aussi être une lutte contre la capacité de tirer profit, matériellement ou personnellement, de la dévalorisation d'autres hommes.

Sebastian Weier 05/06/2020

Krise und Notwendigkeit von Parteien und Kameraden

Partei oder Bewegung? Kameraden oder Alliierte? Klassenkampf oder Konvergenz der Kämpfe (convergence des luttes)? Seit Jahrzehnten wird die Partei als Institution grundlegend in Frage gestellt. Sie sei nicht nur zu unflexibel, sondern beharre zudem auf überholten Vorstellungen von Identität und Gemeinschaft.

Was ist das schon, der Arbeiter? Die glorifizierende Verallgemeinerung einer weißen und männlichen Situation im Kapitalismus, die – um nur eine der vielen Kritiken zu erwähnen – unentlohnte aber keineswegs minder entmenschlichende Ausbeutung wie Haus- und Pflegearbeit oder (post-)koloniale Zwangsarbeit nicht erfasse. Zudem bedeute der Anstieg des Anteils von Dienstleistungen in westlichen Volkswirtschaften, dass die Arbeiterschaft nicht mehr die

Mehrheit der Bevölkerung ausmache und sich nur mit ihren Stimmen keine Wahlen mehr gewinnen lassen. Eher wird heutzutage die Arbeiterschaft als eine untere Mittelschicht mit rechts-nationalistischen Tendenzen dargestellt, denn als Einheit jener, die nichts zu verlieren haben als ihre Ketten. Diese Zuschreibung scheint Migrierten und Geflüchteten, Frauen und anderen nicht weiß-männlichen „Minderheiten“ vorbehalten, deren revolutionäre Veranlagung bisweilen ebenso romantisch verklärt wird, wie die Prekarisierung der Arbeiterschaft ignoriert wird.

Neue Begriffe: Alliierte statt Kameraden

Im Zuge dieser veränderten Wahrnehmung von Begriffen wie Arbeiter und Klasse, und in Folge der feministischen, post-kolonialen und post-materialistischen (z.B. Naturschutz) Bewegungen der 1960er und 70er Jahre, veränderten sich auch das Verständnis des Kameraden und des Klassenkampfes. Weg von der Einheit der Unterdrückten (Klasse), der Solidarität unter ihnen (Genossen, Kumpel, Kameraden), sowie deren Widerstand (Klassenkampf) gegen die Unterdrücker (das Kapital), hat sich linkes Denken hin entwickelt zu Begriffen wie Alliierte (statt Kameraden), Multitude (statt Klasse), *convergence des luttes* (statt Klassenkampf), Diskurs (statt dialektischer Materialismus) und Hegemonie (statt Macht).

Neue Strategie: Mehr Spontaneität

Diese Neubestimmung linker Grundbegriffe veränderte auch linke Strategie. Statt bereits bestehende Klassen in den Kampf zu führen, müssen zunächst einmal Gemeinschaften und Allianzen

geschaffen werden. Statt Arbeit und Kapital als Hauptwiderspruch zu sehen, aus dem alle anderen Diskriminierungen (Sexismus, Rassismus ...) als Nebenwidersprüche folgen, die sich mit dem Ende der Klassendialektik automatisch auflösen, gilt es zusehends einen Kampf an mehreren Fronten zu führen, zu denen auch ganz grundlegend linke Selbstkritik zählt. Dadurch geriet die Partei als Institution zunehmend unter Beschuss. Einerseits reproduzierte sie in sich selbst in weiten Teilen die weiß-männlich-akademische Dominanz die am System kritisiert wird. Andererseits fehlte ihr oft die konzeptuelle und organisationale Dynamik um mehr als nur die Avant-Garde einer bestimmten sozio-ökonomischen Gruppe zu sein, was oft zu Klientelismus (die Bevorzugung einer Gruppe vor einer anderen) und Entrismus oder konter-revolutionärer Klüngelei führte (Old-Boys-Klubs in denen Gewerkschaften und Parteien sich mit selbst-identifizierten linken Regierungen über die Köpfe der Betroffenen hinweg verständigten).

Die sich als Alternative zu den verknöcherten Parteien formierenden sozialen Bewegungen verstärkten sich nach der Jahrtausendwende durch die Verbreitung des Internets, welche ihnen erlaubte einen fehlenden Apparat (lokale Büros, Parteizeitungen, usw.) durch digitale Strukturen zu ersetzen. Eine Welle populärer Ereignisse belebte spontanistische Ideen von Revolution und Wandel: Occupy, der arabische Frühling, Maidan, Gezi Park, 15-M, Nuit debout ... Hier wurde die *Konvergenz* der Aufstände wörtlich: statt durch Parteistrukturen gestaltet zu werden, versammelten sich Menschen mit unterschiedlichen Anliegen an konkreten Orten um trotz bisweilen unvereinbarer Agenden gegen den gemeinsamen Gegner aktiv zu werden.

Die Rückkehr der Partei

Dieser Höhepunkt markierte jedoch zugleich eine radikale Wende im spontanistischen Allianzdenken. Zwei Lektionen von Bewegungen wie Occupy waren, dass diese ohne eigene Strukturen entweder von anderen vereinnahmt werden oder sich nach der anfänglichen Euphorie und dem Ende der räumlichen Konvergenz wieder auflösen. Deswegen wurde bereits während 15-M und Nuit Debout versucht Möglichkeiten der Kontinuität zu denken und zu schaffen. Und so die Partei und der Kommunismus neu entdeckt. Parteien wie Podemos entstanden, Frédéric Lordon schrieb vom Imperium, Autorinnen wie Jodi Dean veröffentlichten grundlegende Texte zur Notwendigkeit gerade einer kommunistischen Partei. Doch die vorgeschlagenen Parteienmodelle waren alles andere als einheitlich.

Auf der einen Seite entstanden verstärkt Plattformparteien (Podemos, Piraten, La France Insoumise, M5S ...), die sich oft selbst nicht als Partei, sondern als Bewegung präsentieren und traditionelle Parteistrukturen und -dynamiken zu vermeiden versuchen. Niemand muss zu langweiligen Kreisgruppensitzungen, niemand muss Satzungsordnungen debattieren, es reicht bei Einzelaktionen und vor allem beim Wahlkampf und auf den sozialen Medien dabei zu sein. Weniger Disziplin, weniger Unterordnung der eigenen Individualität unter ein Parteiprogramm, mehr Spontaneität und activism-on-demand. Aber dass sich nur wenige in den Strukturen engagieren führt nachweislich auch zu weniger interner Demokratie: weniger Mitsprache, weniger Kontrolle, weniger Einfluss, weniger selbstkritische Debatte ... und mehr Populismus und charismatische Parteiführer.innen.

Auf der anderen Seite entstanden Bewegungsparteien, die sich in sozialen Bewegungen verankern, zugleich aber auch

traditionelle Parteistrukturen (z.B. Orts- und Arbeitsgruppen) erhielten oder aufbauten. Diese Parteien vermeiden den Klientelismus des 20^{ten} Jahrhunderts und definieren sich nicht mehr als Repräsentanten nur einer einzigen Klasse, sondern als pluralistische Sammlungsbewegungen. Trotz dieser Arbeit in und mit Allianzen, sehen sie soziale Kämpfe aber nicht als konvergierendes Nebeneinander, sondern als ein gemeinschaftsbildendes und -stärkendes Engagement, und damit eben jene gelebte Solidarität und Kameradschaft die linke Parteien für die Gesellschaft als Ganzes anstreben.

Seid Kameraden!

In Zeiten einer weltweiten Pandemie und des *social distancing* muss diese rezente Veränderung von Form und Notwendigkeit der Partei, sowie des programmatischen Aufrufs Kameraden statt nur Alliierte oder Sympathisant.innen zu sein hervorgehoben werden. Wir erfahren unsere Kameradschaft gerade auch durch unsere geteilte Verletzbarkeit angesichts der kapitalistischen Zerstörung der seit den Weltkriegern durch den Kampf für den Sozialismus geschaffenen Schutzinstitutionen (wie z.B. dem allgemeinen Gesundheitswesen). Wie Kameraden immer schon verlangten mehr als nur Kanonenfutter und Konsumenten zu sein, müssen wir jetzt aktiv bleiben um auch mehr als nur Patienten zu sein, denen der Staat Atomisierung und Digitalisierung als Medizin verschreibt. Wie nur selten zuvor, ist es heute notwendig pluralistische und physische Gemeinschaft zu sichern und zu ermöglichen. Wie nur selten zuvor, sind heute die Partei als Form, der Sozialismus als Programm und Kameradschaft als Lebensweise notwendig. Damit die Öffentlichkeit die Sperrung des öffentlichen Raums überlebt, statt in kleine und kleinste identitäre Interessengruppchen zu zerfallen. Damit die spontane Solidarität der Krisenzeiten sich in politische Veränderung und sozialen Wandel übersetzt.

Die sozialistische Partei hat schon vor der Corona-Krise auf Grundlage unserer gemeinsamen Menschlichkeit argumentiert und agitiert. Während und nach der Krise muss sie diese Gemeinschaft weiter aktiv schaffen, unterstützen und mobilisieren. Und dafür braucht es Kameraden.

Sebastian Weier **25/03/2020**